

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 209/19/AOO

**Entretien des bâtiments administratifs et
techniques de l'Académie Internationale
Mohammed VI de l'Aviation Civile**

TABLE DES MATIERES

AVIS D'APPEL D'OFFRES	1
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	4
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	12
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	12
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	13
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	13
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	13
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	15
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	3
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	5
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	5
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	5
ARTICLE 06 : RESILIATION	6
ARTICLE 07 : DOMICILE DU PRESTATAIRE	6
ARTICLE 08 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	6
ARTICLE 09 : CAS DE FORCE MAJEURE	6
ARTICLE 10 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	6

ARTICLE 11 :	NANTISSEMENT _____	6
ARTICLE 12 :	DROIT APPLICABLE _____	7
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES		8
ARTICLE 01 :	MAITRE D'ŒUVRE _____	8
ARTICLE 13 :	BREVETS _____	8
ARTICLE 14 :	NORMES _____	8
ARTICLE 15 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX _____	8
ARTICLE 16 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE _____	8
ARTICLE 17 :	RECEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX _____	8
ARTICLE 18 :	DELAJ DE GARANTIE _____	9
ARTICLE 19 :	RECEPTION DEFINITIVE DES TRAVAUX _____	9
ARTICLE 20 :	CONTROLE ET VERIFICATION _____	9
ARTICLE 21 :	MODE DE PAIEMENT _____	9
ARTICLE 22 :	SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRENEUR VOISINS _____	9
ARTICLE 23 :	DELAJ D'EXECUTION ET LIEU DE LIVRAISON _____	10
ARTICLE 24 :	PENALITES POUR RETARD _____	10
ARTICLE 25 :	CIRCULATION DU PERSONNEL _____	10
ARTICLE 26 :	ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER _____	11
ARTICLE 27 :	PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES TRAVAUX _____	11
ARTICLE 28 :	PROTECTION DU CHANTIER _____	11
ARTICLE 29 :	MALFACONS. _____	11
ARTICLE 30 :	NETTOYAGE DU CHANTIER. _____	11
ARTICLE 31 :	PRESCRIPTION COMMUNES _____	11
ARTICLE 32 :	PRODUITS DE DEMOLITION – ENLEVEMENT DES MATERIELS ET MATERIAUX SANS EMPLOI _____	12
ARTICLE 33 :	CONSISTANCE DES FOURNITURES ET TRAVAUX _____	12
ARTICLE 34 :	PRESCRIPTION TECHNIQUES _____	12
ARTICLE 35 :	NORMES POUR TRAVAUX ELECTRIQUES _____	13
ARTICLE 36 :	ESSAIS _____	14
ARTICLE 37 :	DELEGATION ET RENDEZ-VOUS DE CHANTIER _____	14
ARTICLE 38 :	MATERIEL ET MISE EN OEUVRE _____	14
ARTICLE 39 :	ECHANTILLONS _____	15
ARTICLE 40 :	DÉFINITION DES PRIX : _____	15

**AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR "OFFRES DE PRIX"
N°209/19/AOO**

Le **jeudi 21 novembre 2019 à 10h00**, il sera procédé, dans la salle de réunion de la Direction Financière située près du bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **sur offres de prix** concernant : **Entretien des bâtiments administratifs et techniques de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile.**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré **gratuitement**, auprès de la Cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur). Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics **www.marchespublics.gov.ma** et à titre **indicatif** à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **44 000,00 DHS**

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme TVA comprise de : **2 947 956,00 DHS**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

Les concurrents peuvent :

- 1) Soit déposer contre récépissé leurs plis, sur support papier, à la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) au plus tard le **jeudi 21 novembre 2019 à 9h00** ;
- 2) Soit les envoyer, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule précitée ;
- 3) Soit les transmettre **par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- 4) Soit les remettre, sur support papier, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus **ne sont pas admis.**

N.B : Une visite des lieux sera organisée au profit des concurrents intéressés le vendredi 08 novembre 2019 à 10 heures à l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile. (contact : 0660 100 336)

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert N° 209/19/AOO

**Entretien des bâtiments administratifs et
techniques de l'Académie Internationale
Mohammed VI de l'Aviation Civile**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	4
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	12
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	12
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	13
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	13
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	13
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	15
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	3

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Entretien des bâtiments administratifs et techniques de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile.**

ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle d'acte d'engagement ;
05. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
06. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
07. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
08. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
09. Les plans et documents techniques, le cas échéant.
10. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, approuvé le 09 juillet 2014, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante :

<http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

NB : Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation.

Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente (Les documents en arabe ne nécessitent pas de traduction en français), des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en langue **ARABE ou ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue française.

ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

A. Le dossier administratif : Pièces exigées

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres ; **Pour les groupements**, l'attestation de la caution personnelle et solidaire doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article 07 du présent règlement de consultation.
- A3.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur ;

Pour les établissements publics :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
- A3.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu ; **Pour les groupements**, le cautionnement doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article 07 du présent règlement de consultation.
- A4.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur ;

B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

B1. Les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :
 - Aucune pièce n'est exigée ;
- S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

B2. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'ONDA en vigueur**. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;

B3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévus aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

B4. Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

NB : Pour les concurrents non installés au Maroc l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2**, **B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Pour les établissements publics :

B1. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

B2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévues aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

Pour les groupements, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur relatives au dossier technique.

D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire

Chaque concurrent est tenu de produire un cautionnement provisoire, par un organisme marocain agréé, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres, conformément au modèle en **ANNEXE II** du présent règlement de consultation.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.

En cas de groupement, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :

1. Au nom collectif du groupement ;
2. Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
3. En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

NB : Dans les cas prévus aux 2) et 3) ci-dessus, **le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu **doivent préciser la mention suivante :**

« Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant »

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

- L'article 15 du CCAG EMO ;
- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

1. L'acte d'engagement, conformément à l'**ANNEXE III**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

Si le groupement est conjoint, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Si le groupement est solidaire, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

NB : Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes **lettres**.

2. Le bordereau des prix-détail estimatif, conformément à l'**ANNEXE IV**. Les concurrents **ne doivent** pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

3. Le sous détail des prix, le cas échéant.

4. Le bordereau des prix pour approvisionnements, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les offres financières doivent être exprimées, en Dirhams marocains (**MAD**). Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre peut être exprimée strictement dans la(es) monnaie(s) suivante(s) :

- **MAD** : Dirhams marocains
- **EUR** : Euros
- **USD** : Dollars américains

Les offres exprimées en monnaies étrangères (EUR/USD) seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur

la base du cours vendeur du dirham en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

NB : Un concurrent ne doit pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif. A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Il est demandé aux concurrents de présenter les documents exigés, sous le **format standard A4** à l'exception des plans qui peuvent être présentés sous format A3.

Aussi, il est demandé à chaque concurrent d'accompagner chaque dossier (administratif et technique, additif, offre technique et offre financière) d'un **état des pièces** qui le constitue.

Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans **un pli fermé** portant les mentions suivantes :

- Le nom, l'adresse, l'e-mail et le fax du concurrent ;
- L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

Ce pli contient :

1. Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, **Deux (02) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A);
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant ;
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
2. Lorsque l'offre technique est exigée, **Trois (03) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A);
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant.
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
 - c. **La troisième enveloppe** contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre technique**".

Toutes les **enveloppes** visées ci-dessus doivent indiquer de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

NB : Lorsque l'**appel d'offres est alloti** :

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent doit présenter les offres techniques et financières **séparément** pour chaque lot.

A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS

1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les dispositions particulières (cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

2. Dépôt des plis

Les plis des concurrents doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

En effet et sauf stipulations différentes dans l'avis d'appel d'offres, les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis, sur support papier, à la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur);
- Soit les envoyer, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule Interface Achats à l'adresse précitée ;
- Soit les transmettre par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.
- Soit les remettre sur support papier au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés dans l'avis d'appel d'offres ne seront pas admis.

Lorsque le concurrent opte pour **la soumission par voie électronique**, toutes les pièces contenues dans chacune des enveloppes, prévues **à l'article 12** du présent règlement de consultation, doivent être regroupées dans un fichier électronique conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

A cet effet, lesdites pièces doivent être signées électroniquement et séparément par le concurrent ou son représentant dûment habilité, avant leur insertion dans le fichier électronique. Cette signature se fait au moyen d'un certificat électronique délivré par une autorité de certification agréée, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Le dépôt des plis par voie électronique fait l'objet d'un horodatage automatique, mentionnant la date et l'heure de dépôt électronique et de l'envoi de l'accusé de réception électronique à travers le portail des marchés publics au concurrent concerné.

3. Dépôt des plis complémentaires

Le pli contenant les pièces produites, suite à la demande de la commission d'appel d'offres, par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, doit être selon le mode de soumission choisi par le concurrent :

- soit **déposé**, sur support papier, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la demande ;
- soit **envoyé**, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit **transmis**, par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au délai fixé dans cette lettre **ne sont pas admis**.

NB : La conclusion du marché issu de la procédure de la réponse électronique aux appels d'offres est effectuée sur la base d'un dossier sous format papier.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS

Tout pli, échantillon, document technique, prospectus ou autre document déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli, sur support papier, fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage.

Lorsque la soumission est faite par voie électronique, le retrait du pli du concurrent s'effectue par le biais du certificat électronique cité ci-haut et les informations relatives au retrait sont enregistrées automatiquement sur le registre des dépôts des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis, échantillons, documents techniques, prospectus ou autres documents peuvent les présenter de nouveau dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation.

ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

L'ouverture des plis des concurrents présentés sur support papier et des plis transmis par voie électronique se fait simultanément durant la même séance d'ouverture des plis.

NB : La séance d'ouverture des plis des concurrents est publique. Elle se tient au lieu, au jour et à l'heure prévus par le dossier d'appel d'offres ; si ce jour est **déclaré férié ou chômé**, la réunion se tient le jour ouvrable suivant à la même heure, et ce conformément à l'article 36 paragraphe 1 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Les offres des concurrents, déposées sur support papier ou transmises par voie électronique, sont examinées et évaluées dans les conditions fixées, notamment, dans articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulière du présent règlement de consultation. Par conséquent, l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjudgé.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre est adressée dans un délai de cinq (05) jours ouvrables au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par **lettre recommandée avec accusé de réception** ou par **fax confirmé** ou par **tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre peut être accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, ils sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES

L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :



Adresse : Département des Achats
Office National des Aéroports
Aéroport Mohammed V – Nouasseur



Boite postale : BP 52, Aéroport Mohammed V – Nouasseur



E-mail : achats@onda.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir **à compter de la date de réception** de la lettre d'éviction et **au plus tard dans les cinq (05) jours suivants**.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Entretien des bâtiments administratifs et techniques de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile

Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique

Pour les concurrents résidents au Maroc:

il est exigé des concurrents, la production de la copie certifiée conforme à l'original des certificats de qualification et de classification dans les secteurs, classes et qualifications suivants :

Secteur	Qualification	Classe
A	A2	4

Pour les concurrents non-résidents au Maroc dispensés du certificat de qualification et de classification :

C1. Une note indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C2. Les **attestations de référence originales** ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations d'importance et de complexité similaire aux prestations objet du présent appel d'offres. Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation.
- L'année de réalisation (**Durant les cinq dernières années**);

Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Aucun dossier additif n'est exigé.

Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

Aucune offre technique n'est exigée.

Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché

Le seul critère d'attribution, après admission, est l'**offre moins-disante**

ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **209/19/AOO**
- Mode de passation : **Appel d'offres Ouvert**
- Objet du marché : **Entretien des bâtiments administratifs et techniques de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile**

A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (1)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (1)
- N° de patente..... (1)
- N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)
- N° de patente.....(1)
- N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) Que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3) Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - a) A m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
 - b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;
- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

NB : Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

Constitution d'une caution personnelle et solidaire au titre du cautionnement provisoire

Nous soussignés, (**nom de la banque, raison sociale, domicile, tél et fax du siège social et de l'agence**), ayant décision d'agrément délivrée par le Ministre de l'Economie et des Finances **sous n°** en date du

Représentée par : **[Nom(s), prénom(s) et qualité(s)]**

(Ci-après le « **Banque** ») Déclarons par le présent acte nous porter caution personnelle et solidaire sur ordre et pour :

- a) La société.....(Dénomination de la société) **(1)**
- b) La société.....(Dénomination de la société), **pour sa partie dans le groupement (1)**
- c) La société.....(Dénomination de la société) **pour le compte du Groupement de sociétés**.....(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- d) Le Groupement(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- e) Monsieur/Madame.....(Nom & Prénom de la **personne physique**) **(1)**

(Ci-après le « **Soumissionnaire** ») pour le montant du cautionnement provisoire de (Montant en chiffres et en lettres), auquel est assujéti le soumissionnaire au profit de l'Office National Des Aéroports (ONDA) (Ci-après le « **Bénéficiaire** ») dans le cadre de l'appel d'offres ouvert n° 209/19/AOO relatif à « Entretien des bâtiments administratifs et techniques de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile »(Ajouter le numéro et objet du lot, le cas échéant).

Nous nous engageons, par la présente, de façon inconditionnelle et irrévocable en qualité de Garant (la banque), à payer sans délai au Bénéficiaire, à sa première demande et sans s'opposer au paiement pour quelque motif que ce soit, toute somme que celui-ci pourrait réclamer au Débiteur à concurrence du montant sus-indiqué.

[En cas de défaillance d'un membre du Groupement, le montant dudit cautionnement reste acquis à l'ONDA abstraction faite du membre défaillant dudit Groupement] **(2).**

La présente garantie est régie par le droit marocain et tous litiges relatifs à l'existence, la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente garantie seront soumis aux tribunaux compétents dans le ressort territorial de Casablanca (Maroc).

Fait à(ville)

le,.....(jj/mm/aaaa)

(1) Supprimer les paragraphes inutiles ;

(2) Mention à préciser obligatoirement en cas de groupement b), c) et d) ci-haut.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter d'autres conditions et/ou réserves de la part de la banque ou du soumissionnaire. A défaut, l'offre sera écartée.

ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

Acte d'engagement

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° 209/19/AOO du **jeudi 21 novembre 2019**.

A - Partie réservée à l'ONDA

Objet du marché : **Entretien des bâtiments administratifs et techniques de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile**, passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

B - Partie réservée au concurrent

a) Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)

Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (2)
- N° de patente..... (2)

b) Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2)(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :
 - Montant hors T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
 - Taux de la T.V.A. : **20%** ;
 - Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
 - Montant T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (Localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

Fait à.....le.....
(Signature et cachet du concurrent)

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
 - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
 - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnel).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- 3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)**AO N° : 209/19/AOO****Objet : Entretien des bâtiments administratifs et techniques de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile**

N°ITEMS	DESIGNATIONS DES OUVRAGES	UDM	QTE	PU HORS TVA EN CHIFFRES (*)	PT HORS TVA EN CHIFFRES
1	REVETEMENT SOL EN CARRELAGE	M²	100		
2	FOURNITURE ET TRAVAUX d'aluminium	M²	30		
3	TRAVAUX DE PLATRE FAUX PLAFOND SIMPLE	M²	50		
4	FOURNITURE ET TRAVAUX VERRE SIMPLE VITRAGE	M²	50		
5	PEINTURE VINYLQUE SUR MURS ET PLAFOND	M²	20 000		
6	PEINTURE laquée sur ferronnerie	M²	1500		
7	PEINTURE des bordures des trottoirs	M²	300		
8	ETANCHEITE MULTICOUCHE	M²	2000		
9	FOURNITURE ET POSE DE MOQUETTE 1 ^{ER} CHOIX	M²	100		
10	ENSEMBLE POIGNET	U	50		
11	ENSEMBLE POIGNET BEQUILLE	U	30		
12	Canon 1 ^{er} choix	U	50		
13	Flexible 1 ^{er} choix	U	70		
14	STORES VERTICAUX	M²	200		
15	SIPHON	U	50		
16	ABATTANT	U	20		
17	LAVABO A VASQUE	U	3		
18	MECANISME DE CHASSE	U	150		

19	MELANGEUR DE LAVABO	U	12		
20	Travaux de plâtre Armstrong	M2	1000		
21	ROBINET DE SERVICE 1/2	U	10		
22	KIT HYGIENE DOUCHETTE DE TOILETTE AVEC FLEXIBLE	U	20		
23	SECHE MAIN	U	8		
24	Rallonge multiprise	U	100		
25	Ampoule LED Standard	U	200		
26	AMPOULE LED REFLECTEUR R80	U	200		
27	Ampoule tube LED T8 ,18w	U	200		
28	Ampoule tube LED T8, 9w	U	200		
29	Ampoule LED spot MR16	U	25		
30	Fusible	U	120		
31	Douilles E 27 céramique	U	100		
32	Starter 4 à 22 w	U	100		
33	Starter 4 à 65 w	U	100		
34	LED DRIVER (13-18)	U	300		
35	LED DRIVER (36-40w)	U	10		
36	LED DRIVER 22w	U	50		
37	LED Driver 50w	U	50		
38	SPOT PANEL LED ROND 12W	U	20		
39	LED Driver 8-18	U	100		
40	Spot panel LED Rond 18w	U	30		
41	panel LED carré 50 w	U	50		

42	Panel LED rectangulaire 1200X300	U	200		
43	Cadre d'intégration Plafond Panel 1200x300	U	250		
44	Projecteur extérieur LED ,500W	U	10		
45	Câble électrique 3G2.5mm	ML	800		
46	TABEAUX ELECTRIQUE D'ECLAIRAGE EXTERIEUS	Ensemble	1		
47	CABLE ARME EN CUIVRE DE TYPE U1000 R2V 5x10 mm²	ML	200		
48	CHEMIN DE CABLE	ML	200		
49	REGLETTE 120 CM AVEC TUBE LED	U	50		
50	REGLETTE 60 CM AVEC TUBE LED	U	250		
51	BLOC AUTONOME DE SECURITE	U	20		
52	MINUTERIE	U	40		
53	INTERRUPTEUR DIFFERENTIEL 4P25 A 30 mA TYPE AC	U	10		
54	INTERRUPTEUR DIFFERENTIEL 4P25 A 300 mA TYPE AC	U	10		
55	CONTACTEUR 25A 2NO 230-240VCA	U	10		
56	INTERRUPTEUR HORAIRE PROGRAMABLE	U	10		
57	PROJECTEUR LED ,220w	U	10		
58	COFFRET DE DISTRIBUTIONS	Ensemble	10		
59	ASSISTANCE ET INTERVENTION TECHNIQUE MENSUELLE	FORFAIT	12		
60	HUBLOT LED PLAFONNIER 22W	U	120		
TOTAL HORS TVA					
TVA 20%					
TOTAL TVA COMPRISE					

(*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert N° 209/19/AOO

**Entretien des bâtiments administratifs et
techniques de l'Académie Internationale
Mohammed VI de l'Aviation Civile**

Table des matières

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	5
ARTICLE 05 : RÉFÉRENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX	5
ARTICLE 06 : RESILIATION.....	6
ARTICLE 07 : DOMICILE DU PRESTATAIRE.....	6
ARTICLE 08 : RÉGLEMENT DES DIFFÉRENDS	6
ARTICLE 09 : CAS DE FORCE MAJEURE	6
ARTICLE 10 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET APPROBATION.....	6
ARTICLE 11 : NANTISSEMENT	6
ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE	7
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES	8
ARTICLE 01 : MAÎTRE D'ŒUVRE	8
ARTICLE 13 : BREVETS	8
ARTICLE 14 : NORMES	8
ARTICLE 15 : NATURE DES PRESTATIONS ET RÉVISION DES PRIX.....	8
ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF – RETENUE DE GARANTIE.....	8
ARTICLE 17 : RÉCEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX	8
ARTICLE 18 : DÉLAI DE GARANTIE	9
ARTICLE 19 : RÉCEPTION DÉFINITIVE DES TRAVAUX	9
ARTICLE 20 : CONTRÔLE ET VÉRIFICATION	9
ARTICLE 21 : MODE DE PAIEMENT	9
ARTICLE 22 : SUIVANTS RÉSULTANT DE L'EXÉCUTION SIMULTANÉE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFÉRENTS CORPS D'ÉTAT ET ENTREPRENEUR VOISINS	9
ARTICLE 23 : DÉLAI D'EXÉCUTION ET LIEU DE LIVRAISON.....	10
ARTICLE 24 : PÉNALITÉS POUR RETARD	10
ARTICLE 25 : CIRCULATION DU PERSONNEL	10
ARTICLE 26 : ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER	11
ARTICLE 27 : PRÉSENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES TRAVAUX.....	11
ARTICLE 28 : PROTECTION DU CHANTIER	11
ARTICLE 29 : MALFAÇONS.....	11
ARTICLE 30 : NETTOYAGE DU CHANTIER.	11
ARTICLE 31 : PRÉSCRIPTION COMMUNES.....	11
ARTICLE 32 : PRODUITS DE DÉMOLITION – ENLEVEMENT DES MATÉRIELS ET MATÉRIAUX SANS EMPLOI	12
ARTICLE 33 : CONSISTANCE DES FOURNITURES ET TRAVAUX	12

ARTICLE 34 :	PRESCRIPTION TECHNIQUES.....	12
ARTICLE 35 :	NORMES POUR TRAVAUX ELECTRIQUES	13
ARTICLE 36 :	ESSAIS	14
ARTICLE 37 :	DELEGATION ET RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	14
ARTICLE 38 :	MATERIEL ET MISE EN OEUVRE	14
ARTICLE 39 :	ECHANTILLONS	15
ARTICLE 40 :	DÉFINITION DES PRIX :	15

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « O.N.D.A », représenté par son Directeur Général, faisant élection de domicile à l'Aéroport Mohammed V - Nouasseur.

d'u ne part

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Entretien des bâtiments administratifs et techniques de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile**, tel que décrits dans le Chapitre 2 (clauses techniques) du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif : (BDP-DE) ;
- 4) Le CCAG-T ;

ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications et les prescriptions techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché, l'entrepreneur déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations ;
- Avoir fait tous calculs et sous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestations présentées par elle et pouvant donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du présent marché et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX

Le présent marché est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015 ;
- Le décret N° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;
- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent marché.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 06 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent marché, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAG-T.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 07 : DOMICILE DU PRESTATAIRE

Le prestataire doit élire son domicile dans les conditions fixées par l'article 20 du CCAG-T.

ARTICLE 08 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux compétents de Casablanca « MAROC ».

ARTICLE 09 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 47 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 10 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente, le visa du Contrôleur d'Etat si le visa est requis et la notification au titulaire.

ARTICLE 11 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur Général de l'ONDA.

Le Directeur Général de l'ONDA et le Trésorier Payeur de l'ONDA sont seuls habilités à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

N.B : Les éventuels marques commerciales, références au catalogue, appellations, brevets, conception, types, origines ou producteurs particuliers mentionnés dans les clauses techniques sont données à titre indicatif. Le cas échéant, le prestataire peut les substituer par toute autre proposition ayant des caractéristiques équivalentes et qui présentent une performance et qualité égales ou supérieures à celles qui sont exigées.

ARTICLE 01 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent marché est la **Direction de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile**.

ARTICLE 13 : BREVETS

Le titulaire garantira l'ONDA contre toute réclamation des tiers relative à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'une marque commerciale ou de droit de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou d'un de leurs éléments.

ARTICLE 14 : NORMES

Les fournitures livrées en exécution du présent marché seront conformes aux normes fixées aux prescriptions et spécifications techniques du présent marché et sinon seront conformes aux normes et prescription marocaine et internationales en la matière.

ARTICLE 15 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent marché est un marché de **travaux** dont les prix seront révisibles selon la formule suivante :

$$P/Po = [0.15 + 0.85 (BAT6/BAT6o)]$$

P : étant le montant hors taxes révisé des travaux

Po : étant le montant initial hors taxes des travaux

P /Po : étant le coefficient de révision des prix.

Bat6o : est la valeur de l'index global relatif au bâtiment TCE au mois de la date limite de remise des offres

Bat6 : est la valeur de l'index global relatif au bâtiment TCE du mois de la date de l'exigibilité de la révision.

ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE

a) Cautionnement : Le cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur conformément aux dispositions de l'article 15 du C.C.A.G.T

b) Retenue de garantie : Les Dispositions relatives à la retenue de garantie telles que définies aux articles 16 et 64 du C.C.A.G.T sont seules applicables.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 17 : RECEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX

La réception provisoire des travaux sera signée par les **responsables habilités de l'ONDA** conformément aux dispositions définies par l'article 73 du C.C.A.G.T.

Les réceptions partielles des prestations sont autorisées.

ARTICLE 18 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **douze mois (12)**. Durant la période de garantie, l'Entrepreneur est soumis aux dispositions arrêtées par l'article 75 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 19 : RECEPTION DEFINITIVE DES TRAVAUX

La réception définitive des travaux sera prononcée **douze mois (12)** après la date du procès-verbal de la réception provisoire et signée par les **responsables habilités de l'ONDA** conformément aux dispositions définies par l'article 76 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 20 : CONTROLE ET VERIFICATION

L'ONDA aura le droit de contrôler les travaux pour s'assurer qu'elles sont bien conformes au marché.

Si l'une quelconque des prestations contrôlées ou essayées se révèle non conforme aux spécifications, l'ONDA la refuse ; le fournisseur devra alors refaire les travaux refusés sans aucun frais supplémentaire pour l'ONDA, et remplacer les fournitures refusées sans aucun frais supplémentaire pour l'ONDA et ce dans un délai de 48 heures.

Le droit de l'ONDA de vérifier, d'essayer et, lorsque cela est nécessaire, de refuser les fournitures ne sera en aucun cas limité, et l'ONDA n'y renoncera aucunement du fait que lui-même ou son représentant les aura antérieurement inspectées, essayées et acceptées.

Rien de ce qui est stipulé dans cet article ne libère le prestataire de toute obligation de garantie ou autre, à laquelle il est tenu au titre du présent marché.

ARTICLE 21 : MODE DE PAIEMENT

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire indiqué sur l'acte d'engagement.

Les réceptions et les paiements partiels sont autorisés

Lorsque le règlement n'est pas prévu par lettre de crédit, le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la date de réception des prestations demandées sur présentation de factures en cinq exemplaires

ARTICLE 22 : SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRENEUR VOISINS

L'entrepreneur ne pourra présenter aucune réclamation en raison de l'exécution simultanée de travaux par d'autres corps d'état ou de gênes éventuelles qui pourraient en résulter pour ses propres travaux.

Il devra au contraire, faciliter, dans toute la mesure du possible, la tâche aux autres entreprises et faire tous ses efforts dans le sens d'une bonne coordination de l'ensemble des corps d'état.

L'entrepreneur ne pourra pas non plus présenter de réclamation pour les sujétions qui pourraient lui être imposées par l'exécution simultanée d'autres travaux dans le voisinage.

ARTICLE 23 : DELAI D'EXECUTION ET LIEU DE LIVRAISON

Le présent marché est valable pour une durée **de 365 Jours** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations établi et notifié au.

Les travaux seront exécutés au niveau du siège de l'Académie Internationale Mohammed de l'Aviation Civile ;

Chaque intervention sera ordonnée par un ordre de travaux dûment signée par la direction de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile, précisant les items du bordereau des prix à utiliser.

Les ordres de travaux se feront au fur et à mesure des besoins, et seront notifiées au titulaire qui en accusera réception sur lesdits ordres.

Les attachements, Les décomptes et les PV des réceptions partielles et globales seront signés par le Directeur de l'AIAC .

Les métrés détaillés doivent être établis par **un métreur ou un Bureau d'étude** agréé à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE 24 : PENALITES POUR RETARD

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir exécuté à temps le marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par le présent marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues par les articles 79 et 80 du CCAGT, par jour de retard, une pénalité de **cinq pour mille (5 ‰)** du montant initial du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux,

1- **En cas de retard dans l'exécution des travaux :** Par application de l'article 65 du CCAGT la pénalité est plafonnée à huit pour Cent (8 %) du montant du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 C.C.A.G.T.

2- **En cas de retard dans la remise des documents ou rapports :** Par application de l'article 66 du CCAGT la pénalité est plafonnée à deux pour Cent (2 %) du montant du marché éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes de l'entrepreneur sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE 25 : CIRCULATION DU PERSONNEL

Le prestataire du marché devra remettre à l'O.N.D.A. la liste nominative du personnel ainsi que les renseignements nécessaires.

Le personnel du prestataire devra se confiner dans l'emplacement désigner pour l'exécution des travaux d'entretien et ne devra pas pénétrer ni circuler sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties du AIAC.

L'Entrepreneur sera tenu de respecter les règles de protection du secret, d'exécuter les avis et de soumettre tout son personnel au contrôle du service de sécurité de l'AIAC.

Dix jours (10 j) calendaires à dater du lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux et avant tout commencement, il devra remettre au service de sécurité de l'AIAC les demandes d'enquêtes réglementaires pour son personnel de direction et la liste du personnel pour contrôle.

En outre, l'Entrepreneur est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution et documents divers qui lui seront remis par l'Office National Des Aéroports, en vue de l'exécution des travaux ou pour toutes autres causes.

L'Entrepreneur devra conserver le secret absolu non seulement sur l'ensemble des documents qui lui seront communiqués, mais aussi sur les faits ou renseignements, qui seraient occasionnellement portés à sa connaissance en raison de l'exécution des travaux.

ARTICLE 26 : ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER

L'entrepreneur est tenu de respecter les consignes et ordres qui lui sont donnés par le maître d'ouvrage pour la police de chantier ; il assure à ses frais l'exécution des mesures prescrites par les autorités compétentes et demeure responsable de tous les dommages résultant du mode d'organisation du chantier et ce conformément à l'article 28 du C.C.A.G.T

ARTICLE 27 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES TRAVAUX

En ce qui concerne la présence de l'Entrepreneur sur les lieux des travaux, celui-ci doit se conformer aux conditions fixées par l'article 21 du C.C.A.G.T

ARTICLE 28 : PROTECTION DU CHANTIER

Le prestataire doit garantir les matériaux, matériels, installations, fournitures, outillages et ouvrages contre les dégradations qu'ils pourraient subir notamment du fait des intempéries ou remplacer à leur frais les ouvrages qui auraient été endommagés, quelque que soit la cause du dégât et, sauf recours éventuel contre les tiers responsables, le maître d'ouvrage reste en tout état de cause complètement étranger à toute contestation ou répartition des dépenses qui en résultent.

Si les travaux viennent à être interrompus pour quelque cause que ce soit, Le prestataire doit protéger le chantier et les ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir et les dommages qu'ils pourraient occasionner, sans frais supplémentaires pour le maître d'ouvrage.

ARTICLE 29 : MALFACONS.

Si des malfaçons venaient à être décelées, les travaux seront refaits à la charge du prestataire.

ARTICLE 30 : NETTOYAGE DU CHANTIER.

Le prestataire devra évacuer régulièrement des locaux où il travaille, des gravats ou débris qui sont le fait de ses activités.

Aucune personne ne doit habiter les locaux du projet.

ARTICLE 31 : PRESCRIPTION COMMUNES

Le prestataire devra soumettre à la validation de l'ONDA dans un délai de Quinze jours (15 j) calendaires à dater de l'ordre de service de commencement des travaux un échantillon de chaque espèce de matériaux ou de fourniture qu'il se propose d'employer ainsi que sa provenance. Il ne pourra mettre en œuvre ces matériaux qu'après acceptation de l'O.N.D.A.

ARTICLE 32 : PRODUITS DE DEMOLITION – ENLEVEMENT DES MATERIELS ET MATERIAUX SANS EMPLOI

Le prestataire devra, à ses frais, évacuer à la décharge publique, les matériaux et gravois de toutes natures, emballage, etc. ...

ARTICLE 33 : CONSISTANCE DES FOURNITURES ET TRAVAUX

- Revêtement Toiture, Mur et Sol.
- Aménagement.
- Menuiserie, bois, aluminium et ferronnerie
- Electricité
- peinture
- Faux plafond et faux plancher
- Plomberie et sanitaire

ARTICLE 34 : PRESCRIPTION TECHNIQUES

PROVENANCE DES MATERIAUX

Tous les matériaux, matières et produits utilisés dans la construction des ouvrages proviendront de carrières ou d'usines agréées par le Maître d'ouvrage. L'Entrepreneur ne peut, en aucun cas, se prévaloir de l'éviction par le Maître d'ouvrage de fournisseurs ou sous-traitants pour demander une majoration quelconque sur le prix de la fourniture.

Chaque espèce de matériaux doit satisfaire aux normes marocaines en vigueur à la signature du Marché ou, à défaut, aux normes AFNOR ou, à défaut, aux règles de l'art usuelles, dont certaines sont rappelées où précisées dans les présentes spécifications.

Le Maître d'ouvrage peut effectuer tous les essais qu'il estime nécessaires pour vérifier que les matériaux ou les produits utilisés sont conformes aux spécifications imposées.

L'Entrepreneur est tenu d'éloigner du chantier, à ses frais, en un lieu agréé par le Maître d'ouvrage les matériaux ne satisfaisant pas aux conditions ci-dessus.

Le Maître d'ouvrage est seul compétent pour juger de la qualité des matériaux et décider de leur lieu d'emploi. En particulier le lieu de provenance des matériaux ne peut en aucune façon laisser préjuger de leur qualité.

Les peintures des murs et menuiseries seront passées suivant le mode d'emploi de la spécialité employée, et dont copie et analyse ainsi que références devront être remises à l'ingénieur.

Les châssis et menuiseries métalliques recevront une couche de minimum de plomb et trois couches de peinture.

L'entrepreneur sera soumis, sans restriction aux articles 68, 69, 70, 71, 173 et 174 du devis général d'architecture.

Au cas où après application des couches prescrites, certaines surfaces ne présenteraient pas une teinte uniforme (parties mates ou traces de pinceaux), l'entrepreneur devra à ses frais, appliquer les couches de peinture supplémentaires nécessaires à la finition parfaite des surfaces peintes.

ACIERS POUR FERONNERIE.

Les produits sidérurgiques et produits dérivés semi-finis destinés à la confection des menuiseries métalliques et des ferronneries sont conformes aux spécifications des articles correspondants du chapitre VIII du titre II du D.G.A. et des normes marocaines de la série 01.

Les aciers pour ferronnerie seront des aciers thomas de qualité soudable, de nuance E24 et présenteront les caractéristiques suivantes :

- Limite élasticité garantie: $> 24 \text{ Kg/mm}^2$,
- Contrainte admissible en traction ou en compression simple $> 16 \text{ kg/mm}^2$,
- Contrainte admissible au cisaillement simple $> 10,4 \text{ Kg/mm}^2$
- Allongement à la rupture $> 20 \%$

ARTICLE 35 : NORMES POUR TRAVAUX ELECTRIQUES

Toutes les installations seront exécutées selon les règles de l'art, en respectant notamment:

Les normes marocaines concernant les règles techniques des installations de branchements de première catégorie comprises entre le réseau de distribution et l'origine des installations intérieures.

Les normes marocaines concernant l'exécution et l'entretien des installations de première catégorie.

Le cahier des charges applicables aux installations électriques des bâtiments édités par le C S T B du D T U cahier N° 70-1.

Les prescriptions de la norme française NF C 15-100 traitant de l'exécution et de l'entretien des installations électriques de premières catégories et de ses additifs en vigueur au jour de l'adjudication.

La réglementation : la Norme NF C 17 200 et ses implications – le fascicule 36 du CCTG

Les prescriptions de la norme U.T.E. C 14-100 du 11 avril 1962 et ses additifs, traitant de l'exécution des installations électriques comprises entre la distribution publique d'énergie électrique et l'installation intérieure de première catégorie-règles.

Les prescriptions de la norme C 13-100 relative à l'établissement des postes d'abonnés établis dans un bâtiment et raccordés à un réseau de distribution de 2ème catégorie.

Les prescriptions des textes officiels relatifs aux conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique UTE C 11-100 (décret du 30 avril 1958 et ses additifs).

Les prescriptions des textes officiels relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (J.O.) UTE C 12-200 (décret du 13 août 1954 et ses additifs).

Les prescriptions du décret du 14 novembre 1962 et ses additifs relatifs à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques pour tous les cas où ledit décret est applicable (C.12.100).

Les normalisations, spécifications et règles techniques établies par l'UTE dernières éditions en vigueur concernant notamment l'appareillage en général, les conducteurs, les moulures et conduites, les mesures de protection contre la mise sous tension accidentelle des masses métallique, etc... les normes et publications auxquelles il est fait référence dans l'annexe de la norme UTE C 15-100.

Les normalisations, spécifications, règles techniques concernant les installations téléphoniques et télégraphiques.

Les décrets, circulaires ministérielles et règlements divers en vigueur au Maroc, en particulier à l'arrêté du Ministère des Travaux Publics N° 350-67 du 15 juillet 1967 et à l'arrêté viziriel du 28 juin 1938.

Les arrêtés du 11 février 1963 fixant les conditions d'essais de résistance au feu des conducteurs et câbles électriques isolés pour éclairage de sécurité.

Arrêtes du 9 février 1968 fixant les méthodes de la conductibilité du sol des salles d'opérations et des salles d'anesthésie des établissements sanitaires publics ou privés.

Arrête du 28 février 1968 fixant les prescriptions et essais auxquels doivent satisfaire les blocs autonomes d'éclairage de sécurité à lampes à incandescence utilisées dans les établissements recevant du public.

Les prescriptions des présents cahiers des Spécifications Techniques Générales (S.T.G.) et Détaillées (S.T.D).

Les prescriptions imposées par le distributeur local de l'énergie électrique.

L'application de ces documents auxquels les installations susvisées peuvent être tenues de satisfaire, ne dispense pas de respecter les prescriptions, règles, circulaires et décrets administratifs, tant généraux, que particuliers ou locaux, ainsi que tous les textes officiels complétant ou modifiant les pièces dont il est fait état, qui seront publiés postérieurement à l'élaboration du présent cahier des clauses techniques.

En cas de contradiction entre les divers règlements et normes françaises et les règlements et les normes marocaines éditées ou en cours d'édition, ce sont les indications préconisées par ces derniers qui seront applicables.

ARTICLE 36 : ESSAIS

Les essais sur chantier seront réalisés conformément aux prescriptions du présent document et aux normes et règlements en vigueur pour chaque sous-système. Ces procédures seront définies avec L'ONDA. Les essais que l'entreprise aura à réaliser comportent deux phases :

- Essais réalisés en continuité par l'entreprise. (Autocontrôle)
- Essais de recettes préalables réalisés en présence de l'ONDA et du titulaire.

Les tests seront effectués sur les différents axes suivants :

Contrôle visuel : Celui-ci consiste à déceler les éventuelles anomalies de l'installation

- Contrôles fonctionnels : Il s'agit ici du test de chacune des fonctionnalités décrites dans le présent document.

Si les tests se rapportant un item donné ne sont pas concluants, l'entreprise procédera à sa charge à son remplacement et/ou modification.

ARTICLE 37 : DELEGATION ET RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

L'Entrepreneur devra, dans un délai de huit (8) jours à dater du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux, faire connaître par écrit la personne qui, en son absence, sera habilitée à le remplacer lors des rendez-vous de chantier et à signer les attachements.

Ces rendez-vous se tiendront sur les lieux, aux jours et heures indiqués par ordre de service. La périodicité de ces rendez-vous est laissée à la diligence du maître d'ouvrage. L'Entrepreneur ou son représentant sera tenu d'assister à chacune de ces réunions.

ARTICLE 38 : MATERIEL ET MISE EN OEUVRE

Les appareils seront neufs et de bonne qualité. Ils devront être conformes et la présentation d'un procès-verbal de conformité, délivré par un organisme habilité à cet effet, pourra être exigée.

Dans le cas où le matériel ne ferait pas l'objet d'une norme UTE, celui-ci devra présenter toutes les qualités de solidité, de durée, d'isolement et de bon fonctionnement désirable. La présentation d'un procès-verbal d'essais, de référence, pourra être exigée. Dans tous les cas, l'entrepreneur devra, avant tout commencement d'approvisionnement, présenter

un échantillonnage et un descriptif complet du matériel à mettre en œuvre et obtenir l'accord du maître de l'œuvre, notamment en ce qui concerne les appareils présentés comme équivalents à ceux spécifiés dans le devis descriptif technique.

L'entrepreneur ne pourra présenter aucune réclamation pour le refus d'un approvisionnement de matériel non agréé.

ARTICLE 39 : ECHANTILLONS

Des échantillons, prévus au présent cahier des charges, seront déposés par le prestataire préalablement à toute exécution.

Le fait que le prestataire dépose avant chaque exécution ces échantillons équivaut à l'engagement par lui d'exécuter tous ces ouvrages conformément aux échantillons validés.

ARTICLE 40 : DÉFINITION DES PRIX :

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAGT.

PRIX N°1 : REVETEMENT SOL EN CARRELAGE

Ce prix rémunère au mètre carré la dépose éventuellement de l'existant la fourniture et pose d'un carrelage similaire à l'existant.

Ouvrage payé au mètre carré au prix n° 1

PRIX N°2 : FOURNITURE ET TRAVAUX D'ALUMINIUM

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture et le montage des portes des fenêtres et des structures en bois équivalent en qualité et en décor à l'existant, ouvrir des portes ou fenêtre dans une structure en aluminium.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions d'exécution au prix n° 2

PRIX N°3 : TRAVAUX DE PLÂTRE PLAFOND SIMPLE

Ce prix rémunère au mètre carré les travaux de plâtre sur les plafonds équivalent en qualité et en décor à l'existant.

Le design et le décor doivent être validés par l'AIAC

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions d'exécution au prix n° 3

PRIX N°4 : FOURNITURE ET TRAVAUX VERRE SIMPLE VITRAGE

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture et le montage du verre simple vitrage équivalent en qualité et en décor à l'existant.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions d'exécution au prix n° 4

PRIX N°5 : PEINTURE VINYLQUE SUR MURS ET PLAFOND

Ce prix rémunère au mètre carré l'application de peinture vinylique sur murs et plafond. Elle sera exécutée comme suit :

- Travaux Préparatoires

Egrenage et époussetage.

- Impression

Application d'une couche d'impression universelle « FORMOPRIM » ou équivalent diluée à 10% au White Spirite

- Travaux d'enduisage

Rebouchage à l'enduit « ENDUIT TOUPRET C.B » ou équivalent.

- Finition

Application de 2 couches de la peinture émulsion mate "VINYLASTRAL" ou équivalent à 12 heures d'intervalle. Teinte au choix du Maître d'œuvre.

Une couche supplémentaire pourra être exigée si la couverture du support par la peinture n'est pas satisfaisante.

Ouvrage payé au mètre carré y/c toutes sujétions de bonne exécution au prix n°5

PRIX N°6 : PEINTURE LAQUEE SU FERRONNERIE

Ce prix rémunère au mètre carré l'application de peinture glycérophthalique laquée de qualité, teinté au choix du maître de l'ouvrage et sera exécuté comme suit :

- **Travaux Préparatoires**

Dérouillage et décalaminage du subjectile par grattage et ponçage. Lavage au solvant (White Spirite).

- **Impression**

Application de 2 couches de Primaire Antirouille exempt de plomb et de chromate « PRIMAIRE V750 » avec un séchage de 24 heures entre les couches.

- **Finition**

Application de 2 couches de laque brillante de qualité à 24 heures d'intervalle. Teinte au choix du maître de l'ouvrage.

L'application d'une 3^{ème} couche sera exigée si la couverture du support n'est pas parfaite.

L'ensemble exécuté conformément aux règles de l'art, y compris toutes sujétions de finition.

Ouvrage payé au mètre carré y/c toutes sujétions de bonne exécution au prix n°6

PRIX N°7 : PEINTURE DES BORDURES DES TROTTOIRS

Ce prix rémunère au mètre linéaire l'application de deux couches de peinture routière sur bordure de trottoir y compris toutes sujétions de bonne finition teinté suivant indications du maître de l'ouvrage, une couche supplémentaire pourra être exigée si la couverture du support par la peinture n'est pas parfaite. Ouvrage payé au mètre carré au prix7

PRIX N°8 : ETANCHEITE MULTICOUCHE

Ce prix rémunère au mètre carré :

Travaux de descellement et dépose

Ce prix comprend le descellement et la dépose de tous les ouvrages, toutes les installations et tous les équipements tels que :

- Le revêtement sol et mur de toutes natures.
- La démolition et dépose de l'ancien complexe d'étanchéité y compris isolation thermique et évacuation des déchets à la décharge publique.

Forme de pente avec chape de lissage

- Forme de pente fractionnée exécutée en béton dosé à 250kg de ciment C.P.J. 45 sur toutes les surfaces à étancher ayant une épaisseur minimale de 4cm au point le plus bas et soigneusement damées et talochées. Cette forme de pente devra à la jonction de toutes les parties horizontales et verticales former une gorge parfaitement rectiligne.

- Le dressage de la surface des formes sera obtenu par l'exécution d'une chape incorporée et bien adhérente au mortier de ciment dosé à 350kg de ciment C.P.J. 45 par m3 de sable.

Ecran par vapeur collé sur parties courantes

L'écran pare vapeur sera réalisé sur des supports parfaitement propres et secs, Il sera constitué de :

- 1 couche d'EIF
- 1 couche d'EAC
- 1 feutre bitumé 36S (CF ou VVHR)
- 1 couche d'EAC

Isolation thermique collée sur parties courantes

Isolation Thermique est à réaliser sur l'écran pare vapeur. Elle est constituée d'un lit de panneaux de liège de 4 cm d'épaisseur disposés en quinconce et collés sur toute leur surface à la dernière couche d'EAC de ce dernier.

La mise en œuvre doit être impérativement entreprise par temps Sec.

-Étanchéité monocouche des parties courantes

La fourniture et la pose d'un complexe d'étanchéité monocouche type «Roofseal P4 » - 4mm ou Similaire selon spécification DTU 43.

Avant d'entamer les travaux les surfaces à traité seront sèches et balayées et l'étanchéité monocouche est soudé au chalumeau sur les surfaces de béton offertes et sera posée en adhérence totale avec le support des bétons des poutres.

Les recouvrements seront au minimum de 4cm entre panneaux.

La mise en Œuvre selon les prescriptions du DTU 43.3 et approuvé par le bureau de contrôle en charge du projet.

NOTA : Mesures prises entre nus d'acrotères y compris toutes sujétions d'exécution

Étanchéité monocouche des relevés

Les relevés d'étanchéité sont composés du complexe d'étanchéité multicouche suivants :

- 1 d'EIF
- 1 EAC
- 1 x 50 TV VV HR sur toute la hauteur, avec talon de 0,15m minimum en partie horizontale.

Étanchéité auto protégé

Ce prix rémunère la Fourniture et la pose d'un revêtement d'étanchéité bicouche auto-protégé couleur au choix du maître d'ouvrage, posé en système indépendant et constitué de membranes de bitume modifié par polymères SBS, l'épaisseur totale

du complexe ne doit pas être inférieure à 5mm, l'ensemble des produits du revêtement d'étanchéité sera de chez AXTER, SOPREMA, SIPLAST ou techniquement équivalent. et réalisé comme suit :

- ☐ Enduit d'imprégnation à froid à raison de 250 à 300 g/m², est appliqué à la raclette ou avec un rouleau.
- ☐ Couche d'indépendance en Voile de Verre à raison de 100g/m², déroulé à sec avec un recouvrement de 10cm libre
- ☐ Fourniture et pose de la première membrane de 2.5mm d'épaisseur minimale.
- ☐ Fourniture et pose de la deuxième membrane de 2.5mm d'épaisseur minimale auto protégé couleur au choix, soudée en plein au chalumeau sur la première couche.
- ☐ Les recouvrements minimaux entre les membranes de chaque couche ne doivent pas être inférieurs à 10cm en longitudinale et 15 cm en transversale.

La mise en œuvre doit être effectuée suivant les instructions du maître d'ouvrage et selon les fiches techniques des produits validés.

PRIX N°9 : FOURNITURE POSE DE MOQUETTE

Ce prix rémunère au mètre carré, la dépose éventuelle de l'existant et la pose de moquette premier choix, un échantillon doit être validé par l'AIAC

Ouvrage payé au mètre carré au prix9

PRIX N°10 : ENSEMBLE POIGNET

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose d'un ensemble poignet de bonne qualité, une serrure et un canon et la remise en état de la boiserie détériorée. L'ensemble est à soumettre pour approbation du maître de l'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité au prix n°10

PRIX N°11 : ENSEMBLE POIGNET BEQUILLE

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose d'un ensemble poignet bequille de bonne qualité, une serrure et un canon et la remise en état de la boiserie détériorée. L'ensemble est à soumettre pour approbation du maître de l'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité au prix n°11

PRIX N°12 : CANON

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de canon de bonne qualité, la dépose éventuelle de l'existant, L'échantillon sera validé par le maître de l'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité au prix n°12

PRIX N°13 : FLIXIBLE

Ce prix rémunère à l'unité, la dépose éventuelle de l'existant et la pose de flexible 1^{er} choix, L'échantillon sera validé par le maître de l'ouvrage

Ouvrage payé à l'unité au prix n°13

PRIX N°14 : STORES VERTICAUX

Ce prix rémunère au mètre carré la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de stores verticaux première qualité suivant choix et design défini par le maître de l'ouvrage.

Ouvrage payé au mètre carré au prix n° 14

PRIX N°15 : SIPHON

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de siphon simple ou double diamètre équivalent à l'existant y compris raccordement et mise en service. Le siphon est à soumettre pour approbation du maître de l'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°15

PRIX N°16 : ABATTANT

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose des abattants robustes premier choix. Un modèle d'abattant est à soumettre pour approbation du maître de l'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°16

PRIX N°17 : LAVABO A VASQUE

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de vasque en porcelaine vitrifiée de marque ROCA 1er choix ou équivalent, équipé d'une robinetterie 1er choix mitigeur, ROCA ou équivalent, vidange extérieur à tirette chromée, siphon à tube avec rosace, tube cuivre et robinet chromés.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de raccordement d'alimentation et d'évacuation au prix n°17

PRIX N°18 : MECANISME DE CHASSE

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de mécanisme de chasse à poussoir silencieux premier choix ROCA ou équivalent y compris toutes sujétions de pose et de mise en service. Le mécanisme de chasse est à soumettre pour approbation du maître de l'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°18

PRIX N°19 : MELANGEUR DE LAVABO

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de mélangeur de lavabo type ROCA ou équivalent. Le mélangeur de lavabo est à soumettre pour approbation du maître de l'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°19

PRIX N°20 : TRAVAUX DE PLATRE AMSTRONG

Ce prix rémunère en mètre carré, la dépose éventuelle de l'existant, et la pose de faux plafond acoustique 60x60, les dalles en plâtre seront validées par le maître de l'ouvrage.

Ouvrage payé en mètre carré y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°20

PRIX N°21 : ROBINET DE SERVICE 1/2

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de robinet de service ½ bronze ou chromé premier choix.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°21

PRIX N°22 : KIT HYGIENE DOUCHETTE DE TOILETTE AVEC FLEXIBLE

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et le montage d'un kit hygiène douchette de toilette avec flexible chromé premier choix.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°22

PRIX N°23 : SECHE MAIN

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un sèche main

d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Puissance moteur : 800 W – 3000 tours/min

Tension : 220-240 V – 50/60Hz

Vitesse de sortie d'air : 210Km/h

Temps de séchage : 20 à 25 secondes

Température d'air : 1000 LM

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°23

PRIX N°24 : RALLONGE MULTIPRISE

Ce prix N°24 rémunère à l'unité la fourniture et pose rallonge multiprise y compris toutes sujétions d'une marque reconnue, Les caractéristiques minimales sont :

Rallonge multiprise 4 x 2P+T16 A

Avec interrupteur à voyant, manipulable à la main, permettant de commander 4 alimentations à découpage

Longueur du câble 3 m

Fixation possible par vis sur mur, meuble, plan de travail, ...

Puissance 3500 W en 230 V

Ouvrage payé en unité au prix n°24

PRIX N°25 : AMPOULE LED STANDARD

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une ampoule led standard d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Puissance : 10 W

Tension : 240 V

Couleur : 3000 K

Culot : E 27

Flux lumineux en lumen : 1000 LM

Durée de vie : 30000 H

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°25

PRIX N°26 : AMPOULE LED REFLECTEUR R80

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une ampoule led réflecteur R80 d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Puissance : 12 W

Tension : 240 V

Couleur : 6500 K

Culot : E 27

Diamètre : 80 mm

Flux lumineux en lumen : 900 LM

Durée de vie : 25000 H

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°26

PRIX N°27 : AMPOULE TUBE LED T8 ,18W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une ampoule tube led T8 et 18W d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Puissance : 18 W

Tension : 240 V

Couleur : 6500 K

Culot : G13

Dimension : 120 cm

Flux lumineux en lumen : 1800 LM

Durée de vie : 30000 H

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°27

PRIX N°28 : AMPOULE TUBE LED T8, 9W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une ampoule tube led T8 et 9W d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Puissance : 9 W
 Tension : 240 V
 Couleur : 6500 K
 Culot : G13
 Dimension : 60 cm
 Flux lumineux en lumen : 900 LM
 Durée de vie : 30000 H

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°28

PRIX N°29: AMPOULE LED SPOT MR16

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une ampoule led spot MR16 d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Puissance : 8 W
 Tension : 240 V
 Couleur : 3000 K
 Culot : GU10
 Flux lumineux en lumen : 550LM
 Durée de vie : 30000 H

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°29

PRIX N°30 : FUSIBLE

Ce prix N°30 rémunère à l'unité la fourniture et pose fusible, Les caractéristiques minimales sont :

Type : gG
 Taille : 10x38
 Courant : 10A

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°30

PRIX N°31 : DOUILLES E 27 CERAMIQUE

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une douille E27 céramique d'une marque reconnue.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°31

PRIX N°32 : STARTER 4 A 22 W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un starter 4 à 22 w d'une marque reconnue.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°32

PRIX N°33 : STARTER 4 A 65 W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un starter 4 à 65 w d'une marque reconnue.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°33

PRIX N°34 : LED DRIVER (13-18)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une led driver (13-18) d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Primaire : AC, 110-240v, 0.36A 50 /60 Hz

Power : 13, 18 W

Secondaire : 38-60 VDC ,300 mA \pm 10%

Max voltage : 62 VDC

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°34

PRIX N°35 : LED DRIVER 36-40W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une led driver 36-40 W d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Power : 40 W

Input : 110-240v 50/60 Hz

Output : DC 48 -65 V , 600 mA

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°35

PRIX N°36 : LED DRIVER 22W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une led driver 22 W d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Primaire : AC, 90-265v, 50 /60 Hz

Secondaire : 60-75 VDC , 275 -300 mA

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°36

PRIX N°37 : LED DRIVER 50W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une led driver 50W d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Input : 85 -265 v , 50 /60 Hz

Output : 24-48 v, 1200 mA

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°37

PRIX N°38 : SPOT PANEL LED ROND 12W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un spot panel led rond 18w d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Power : 12w

Couleur : 6500 k

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°38

PRIX N°39 : LED DRIVER 8-18

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'une led driver (8-18) d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Input: AC, 220-240v

Output: DC30-110 v, 180mA \pm 5%

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°39

PRIX N°40 : SPOT PANEL LED ROND 18W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un spot panel led rond 18w d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Power : 18w

Couleur : 4000k ou 6500 k

Diamètre : 225 mm

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°40

PRIX N°41 : PANEL LED CARRÉ 48 W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un panel led carré 50 w d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Power : 48 W

Couleur : 6500 k

Forme : 600 x 600 mm

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°41

PRIX N°42 : PANEL LED RECTANGULAIRE 1200X300

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un panel led rectangulaire 1200x300 d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Puissance : 48 W

Tension : 240 V

Couleur : 6500 K

Dimension : 1200 x300 mm

Flux lumineux en lumen : 3840 LM

Durée de vie : 30000 H

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°42

PRIX N°43: CADRE D'INTEGRATION PLAFOND PANEL 1200X300

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un cadre en aluminium pour intégrer les panels dans un faux plafond plâtre de type plâtre.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°43

PRIX N°44: PROJECTEUR EXTERIEUR LED ,500W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un projecteur extérieur led 500W d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Puissance : 500 W

Tension : 240 V

Couleur : 6000 K

IP : 66

Flux lumineux en lumen : 50000 LM

Durée de vie : 50000 H

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°44

PRIX N°45: CABLE ELECTRIQUE 3G2.5MM

Ce prix rémunère la fourniture d'un câble électrique U-1000 R2V 3G2.5mm2 d'une bonne qualité.

Ouvrage payé au mètre linéaire au prix n°45

PRIX N°46: TABEAUX ELECTRIQUE D'ECLAIRAGE EXTERIEUS

Ce prix rémunère la fourniture, pose et mise en service tableaux électriques d'éclairage extérieurs Schneider ou équivalent, Les caractéristiques et les équipements minimales sont :

Disjoncteurs 4x63A 10 KA

Répartiteurs générale 4x100A

Interrupteurs horaires programmables
 Contacteur 4P 80A ,230 V CA 50/60 Hz
 3 Voyant présence tension
 Commutateur 3 position (auto, Off, man)
 Protection circuit de commande
 Protection circuit de signalisation
 Schéma unifilaire de tableaux et repérage des départs

Ouvrage payé à l'ensemble y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°46

PRIX N°47 : CABLE ARME EN CUIVRE DE TYPE U1000 R2V 5x10 mm²

Ce prix rémunère la fourniture, pose et raccordement de câble armé en cuivre de type U1000 R2V 5x10 mm² sous tube iso gris de diamètre approprié y compris toutes sujétions.
 Ouvrage payé au mètre linéaire y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°47

PRIX N°48 : CHEMIN DE CABLE

Ce prix rémunère la fourniture et pose Chemin de câble y compris toutes sujétions, Les caractéristiques minimales sont
 Dimension : 125 mm x 63 mm

Tôle Galvanisée

Ouvrage payé au mètre linéaire y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°48

PRIX N°49 : REGLETTE 120 CM AVEC TUBE LED

Ce prix rémunère la fourniture et pose Réglette 120 cm avec tube LED y compris toutes sujétions d'une marque reconnue, Les caractéristiques minimales sont :

Tension : 220-240V ,50Hz

Puissance : 1x18W

Durée de vie : 30000 heures

Température de couleur : 6500k

Culot G13

Lumen : 1450lm

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°49

PRIX N°50 : REGLETTE 60 CM AVEC TUBE LED

Ce prix rémunère la fourniture et pose Réglette 120 cm avec tube LED y compris toutes sujétions d'une marque reconnue, Les caractéristiques minimales sont :

Tension : 220-240V ,50Hz

Puissance : 1x9W

Durée de vie : 30000 heures

Température de couleur : 6500k

Culot G13

Lumen : 765 lm

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°50

PRIX N°51 : BLOC AUTONOME DE SECURITE

Ce prix rémunère la fourniture et pose bloc autonome de sécurité y compris toutes sujétions d'une marque reconnue, Les caractéristiques minimales sont :

Tension : 220-240V ,50Hz

Puissance : 6W

1h 300 lm

IP 42 - IK 04

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°51

PRIX N°52 : MINUTERIE

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture, pose et mise en service minuterie y compris toutes sujétions d'une marque reconnue, Les caractéristiques minimales sont :

Intensité : 16A

Tension assignée : 230 V AC 50/60 Hz

Deux positions de fonctionnement : éclairage permanent ou temporisé

Support de montage : Rail DIN

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°52

PRIX N°53 : INTERRUPTEUR DIFFERENTIEL 4P25 A 30 mA TYPE AC

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose interrupteur différentiel 4P 25A 30mA type AC d'une marque reconnue, y compris toutes sujétions.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°53

PRIX N°54 : INTERRUPTEUR DIFFERENTIEL 4P25 A 300 mA TYPE AC

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose interrupteur différentiel 4P 25A 300mA type AC d'une marque reconnue, y compris toutes sujétions.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°54

PRIX N°55 : CONTACTEUR 25A 2NO 230-240VCA

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose contacteur 25A 2NO 230-240VCA d'une marque reconnue, y compris toutes sujétions.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°55

PRIX N°56 : INTERRUPTEUR HORAIRE PROGRAMABLE

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture, pose et mise en service Interrupteurs horaires programmables y compris toutes sujétions d'une marque reconnue, Les caractéristiques minimales sont :

Horloges programmable digitale 24h/7j, 1 contact, 230v

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°56

PRIX N°57: PROJECTEUR LED ,220W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un projecteur extérieur led 200W d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Puissance : 220 W

Tension : 240 V AC , 50hz

Spécification de la lampe : 54 psc 4w RGBW quatre en une haute efficacité

IP : 20

Mode contrôle : DMX512 Standard interface à 3 broche

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°57

PRIX N 58 : COFFRET DE DISTRIBUTIONS

Ce prix rémunère à l'ensemble la fourniture, pose et mise en service coffret de distributions de dimension 400x315x160 en polyester, Les caractéristiques et les équipements minimales sont :

1 Répartiteur générale 4x40A

3 disjoncteurs 1p+n16A

2 Presse-étoupe appropriée pour câble R2v 5x10mm²

4 Presse-étoupe pour câble R2V 3X2.5mm²

4 bornier 25mm²

8 bornier 4mm²

Ouvrage payé à l'ensemble y compris toutes sujétions d'exécution au prix n°58

PRIX N°59 : ASSISTANCE ET INTERVENTION TECHNIQUE MENSUELLE

Ce prix rémunère en forfait mensuel les prestations des interventions d'ordre technique.

Le prestataire doit affecter à l'AIAC deux techniciens disponibles en présentiel entre 8h00-18h et sur appel téléphonique en cas d'urgence entre 19h – 7h.

Le technicien 1 doit assurer les interventions de maintenance et remise en état et en service de l'ensemble des équipements électriques (éclairage, tableau électrique, remplacement des lampes, ...) de l'AIAC et en coordination et supervision de l'électricien de l'AIAC.

Le technicien 2 doit assurer les interventions sur les équipements de sanitaire, plomberie et la serrurerie de l'AIAC en coordination avec le responsable de l'AIAC.

L'outillage ainsi que la petite quincaillerie (vis, chevilles, écrous, filasse, colle...) nécessaires aux travaux d'intervention sont à la charge du prestataire

Ouvrage payé en forfait mensuel au prix n°59

PRIX N°60 : HUBLOT LED PLAFONNIER 22W

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et montage y compris le câblage d'un hublot led plafonnier 22w d'une marque reconnue. Les caractéristiques minimales sont :

Power: 22w

Couleur: 4000k

Diamètre: 200 mm

Durée de vie : 30000h

Ouvrage payé en unité au prix n°60

Appel d'offres ouvert N° 209/19/AOO

Entretien des bâtiments administratifs et techniques de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile

<p>Direction concernée</p> <p>Service Achats Logistique et Patrimoine</p> <p>Signé: Yassir RIAD</p> <p>Madiha KHAYR</p> <p>Secrétaire Général de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile</p> <p>M. Abdellah MENOU</p> <p>Directeur de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile</p>	<p>Direction des Achats et de la Logistique</p> <p>Le Directeur des Achats et de la Logistique</p> <p>Abdellah BOUKHLOUF</p>
<p>Direction Générale de l'ONDA</p> <p>Le Directeur Général</p> <p>Zouhair Mohammed AL AOUFIR</p> <p>Direction Générale</p> <p>المكتب الوطني للمطارات</p> <p>28 OCT 2019</p> <p>LE NATIONAL DES AEROPORTS</p>	
<p>Concurrent</p> <p>CPS lu et accepté sans réserve</p>	